



Relations bilatérales Washington - La Havane.

« Tout est pardonné »?

Par [Salim Lamrani](#) et [Maxime Perrotin](#)

Mondialisation.ca, 28 mars 2016

sputniknews.com 25 mars 2016

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#), [États-Unis](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#)

Barack Obama ouvrait dimanche dernier un chapitre inédit dans les relations, souvent orageuses, entre les États-Unis et l'île des Caraïbes, en se rendant en visite officielle à La Havane du 20 au 22 Mars, près de 54 ans après le début de l'embargo américain.

Dimanche 20 mars, Air Force One atterrissait sous une pluie battante à l'aéroport de La Havane et Barack Obama entamait une visite « historique » sur cette île des Caraïbes; une île dont le sol a été foulé pour la dernière fois par un président américain en 1928. C'est donc 88 ans et 14 présidents américains plus tard que Barak Obama entamait cette visite officielle encore impensable il y a deux ans, le réchauffement diplomatique entre Washington et La Havane n'ayant en effet débuté qu'un 17 décembre 2014, à l'occasion d'un discours simultané des deux présidents depuis leurs capitales respectives.

Un évènement censé marquer l'avènement d'une nouvelle ère dans les relations américano-cubaines, une ère de rapprochement entre les deux États voisins qu'Obama entend rendre « irréversible » par sa visite. Tout est donc pardonné?

Pardonnée, la crise des missiles? Cet épisode paroxystique de la guerre froide, lorsqu'en octobre 1962 l'URSS voulut répondre au déploiement de missiles Jupiter américains en Turquie en plaçant ses propres missiles R-12, à Cuba à 200 kilomètres des côtes de Floride. La découverte de l'installation des rampes de lancement avait provoqué le blocus maritime de l'île par la marine américaine. Si Moscou accepta de retirer ses installations, Washington dut en contrepartie s'engager à ne pas envahir Cuba et renoncer à ses missiles installés en Turquie.

Pardonnée la réforme agraire? Une redistribution à laquelle s'étaient violemment opposées les compagnies américaines et qui allait entraîner en représailles leur nationalisation durant l'été 1960.

Pardonnée le débarquement de la baie des cochons? Où 1400 exilés cubains, bien que sponsorisés et entraînés par la CIA ne parvinrent pas à mettre en échec le gouvernement castriste. S'il s'avère toutefois que leur déroute aurait dû permettre de justifier une intervention de l'US Air-Force aux yeux de l'opinion publique, John Kennedy ne franchit jamais le pas.

Pardonné, Guantanamo? Cette base navale américaine depuis laquelle les troupes US pouvaient menacer l'île et dont Washington s'est dispensé de régler le loyer au trésor

cubain depuis 1959 et l'avènement de Fidel Castro.

Pardonnées, également, les nombreuses tentatives d'assassinats à l'encontre du leader cubain? « quasiment toute dirigée par la CIA », 638 tentatives pour être précis. Ce qui a valu à Fidel Castro d'entrer en 2011 au Guinness des records comme « la personne qu'on a le plus souvent tenté d'assassiner ».

Un nombre record de tentatives qui témoigne de l'obsession américaine face à cet îlot communiste. Une obnubilation qui deviendra telle, qu'en 1962 la CIA ira jusqu'à suggérer d'assassiner des citoyens américains sur les plages de Floride, ou même d'abattre un avion de ligne dans l'espace aérien cubain, afin de justifier aux yeux de l'opinion publique une intervention armée sur l'île.

Apparemment, non, tout n'est pas pardonné. Le temps est peut-être au « réchauffement » entre les deux pays, mais le différend qui oppose Cuba aux États-Unis, vestige de la guerre froide, n'est pas soldé. Pour preuve, le régime de sanctions américaines à l'égard de l'île est toujours de vigueur.

Mais selon Salim Lamrani, maître de conférences à l'université de la Réunion, spécialiste des relations entre Cuba et les États-Unis, c'est avec cette attitude des autorités américaines — qui n'a jamais porté ses fruits — que Barack Obama compterait prendre ses distances:

« Je crois que le président Obama a fait un constat extrêmement lucide: il s'est rendu compte que la politique hostile appliquée à Cuba depuis près d'un demi-siècle avait échoué. Elle est anachronique, puisqu'elle remonte à la Guerre Froide, elle est cruelle puisque les sanctions économiques affectent les catégories les plus vulnérables de la société cubaine, et elle est inefficace parce que loin d'isoler Cuba sur la scène internationale ce sont les États-Unis qui se retrouvent isolés dans leur politique vis-à-vis de Cuba. »

Isolés sur la scène internationale? Les États-Unis l'étaient bien à l'ONU, puis que cet embargo vieux de 54 ans y est condamné chaque année, depuis 24 ans, en Assemblée générale — seuls les États-Unis et Israël continuant, jusqu'à ce jour, à le soutenir.

Un embargo qui s'est montré peu efficace, puisque si Fidel Castro a bien fini par céder le pouvoir, ce fut en 2006 au profit de son frère Raoul, auquel Barack serre aujourd'hui la main. Le changement de « Lider Maximo » n'a en revanche entraîné quasiment aucun changement dans la politique intérieure de Cuba.

Nous assistons donc à un virage à 180° de la politique étrangère américaine, qui, s'il est bienvenu pour la population cubaine et la communauté internationale, peut surprendre. Quant à notre expert, il attend plus de Barack Obama que des discours, si peu de temps avant la fin de son mandat.

« D'un point de vue formel, la politique a changé, puisque le président Obama reconnaît que les mesures agressives et brutales imposées à Cuba depuis plus d'un demi-siècle sont mauvaises et il est temps qu'elles changent; il a lancé un appel au Congrès afin de mettre un terme aux sanctions économiques. Mais il est vrai que, malgré les quelques mesures qui ont été prises depuis le 17 décembre 2014, visant à alléger certaines restrictions, il n'a, à ce jour pas fait

usage de ses prérogatives en tant que chef de l'exécutif pour mettre un terme aux sanctions économiques. Il peut, en tant que président des États-Unis, éliminer 90% des sanctions économiques, il y a très peu de facteurs qui dépendent de l'accord du Congrès. »

Pour Salim Lamrani, les pouvoirs d'Obama sur la question cubaine sont plus larges qu'ils n'y paraissent. Une opinion qui tranche avec l'habituel discours présentant un président démocrate, pieds et poings liés par un Congrès majoritairement républicain.

Notre expert prend l'exemple du tourisme. Si le président américain ne peut directement autoriser ses citoyens à se rendre à Cuba comme touristes ordinaires (alors qu'ils peuvent aller en Corée du Nord ou en Syrie...), il pourrait contourner le problème.

« Il est une mesure extrêmement simple que le président pourrait prendre: il pourrait simplement élargir la définition du voyage culturel qui est actuellement autorisé, il pourrait dire demain que n'importe quel citoyen des États-Unis, qui se rendrait à Cuba et qui s'engagerait au moins à visiter un musée, pourrait intégrer la catégorie du voyage culturel, et il mettrait donc le Congrès devant le fait accompli, parce qu'en élargissant cette définition il autoriserait de facto le tourisme ordinaire à Cuba. »

Salim Lamrani enfonce le clou avec un autre exemple, sur le plan économique cette fois:

« Obama ne peut pas — selon la législation — permettre aux filiales des entreprises américaines installées à l'étranger d'avoir des relations commerciales avec Cuba, mais il peut permettre aux entreprises-mères installées aux États-Unis d'avoir des relations commerciales avec Cuba: donc vous imaginez bien que si Cuba peut entretenir des relations avec Ford aux États-Unis, elle n'a pas besoin de solliciter la filiale de Ford au Panama pour importer des voitures. »

Pour notre expert, rien ne s'oppose donc à la levée de ces sanctions, qu'il juge incompréhensibles et qui opposent deux peuples proches aussi bien géographiquement qu'historiquement. Pour Salim Lamrani, rien — si ce n'est un minimum de courage politique et de bonne volonté — n'empêche le président américain de passer le pas de la levée des sanctions.

« Tout est une question de volonté politique, alors est-ce qu'il attend les derniers jours de son mandat pour prendre ses dispositions? Mais d'un point de vue légal, absolument rien n'empêche le président Obama de prendre ces mesures. D'un point de vue politique non plus, puisqu'il faut savoir qu'une immense majorité de la communauté internationale exige depuis près de 25 ans la levée des sanctions économiques, il faut également savoir que 75% de l'opinion publique aux États-Unis souhaite une normalisation des relations avec Cuba. »

En juillet 2014, soit 5 mois avant l'annonce de l'intention américaine de se rapprocher de Cuba, Vladimir Poutine, en déplacement à Cuba, avait décidé d'effacer 90% des créances de

l'île, alors estimées à près de 35 milliards de dollars. Une somme dont 10% devant être alloué au financement de projets communs entre les deux pays.

De son côté, la France s'affirme « résolument aux côtés de Cuba dans la levée de l'embargo », et met en avant ses bonnes relations avec La Havane. Le 11 mai 2015, François Hollande devenait le premier chef d'État français à se rendre à Cuba... une visite qui avait été prudemment annoncée deux jours après l'annonce de la normalisation des relations entre Washington et La Havane.

Docteur ès Etudes Ibériques et Latino-américaines de l'Université Paris IV-Sorbonne, **Salim Lamrani** est Maître de conférences à l'Université de La Réunion, et journaliste, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis.

Son nouvel ouvrage s'intitule *Cuba, parole à la défense !*, Paris, Editions Estrella, 2015 (Préface d'André Chassaigne).

Contact : lamranisalim@yahoo.fr ; Salim.Lamrani@univ-reunion.fr

Page Facebook : <https://www.facebook.com/SalimLamraniOfficiel>

La source originale de cet article est sputniknews.com

Copyright © [Salim Lamrani](#) et [Maxime Perrotin](#), sputniknews.com, 2016

Articles Par : [Salim Lamrani](#)
et [Maxime Perrotin](#)

A propos :

Docteur ès Etudes Ibériques et Latino-américaines de l'Université Paris IV-Sorbonne, Salim Lamrani est Maître de conférences à l'Université de La Réunion, et journaliste, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis. Son nouvel ouvrage s'intitule *Fidel Castro, héros des déshérités*, Paris, Editions Estrella, 2016. Préface d'Ignacio Ramonet. Contact : lamranisalim@yahoo.fr ; Salim.Lamrani@univ-reunion.fr Page Facebook : <https://www.facebook.com/SalimLamraniOfficiel>

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca